

La situation s'améliore pour une majorité d'oiseaux bénéficiant de mesures de protection, à la différence des espèces communes

Les oiseaux utilisent une grande variété d'habitats naturels et sont directement affectés par les perturbations des écosystèmes. Les effectifs d'un grand nombre d'espèces ont décliné tout au long du XX^e siècle ; plus du quart de celles nichant en France métropolitaine sont actuellement considérées comme menacées. À partir de la fin des années 1980, les effectifs de certaines espèces bénéficiant de mesures de conservation et de protection se sont améliorés. À l'inverse, un grand nombre d'espèces dites « communes » continuent de régresser.

La France métropolitaine compte 287 espèces d'oiseaux nicheurs réguliers. 234 d'entre elles bénéficient à ce jour d'un suivi suffisant pour analyser les tendances de leurs effectifs. Après une baisse de 1989 à 2001, une amélioration s'est amorcée, principalement par l'augmentation des effectifs des espèces protégées et l'arrivée de nouvelles espèces nicheuses récemment installées sur le territoire français. La tendance finale reste cependant négative de 1989 à 2009 avec une chute de 12 %.

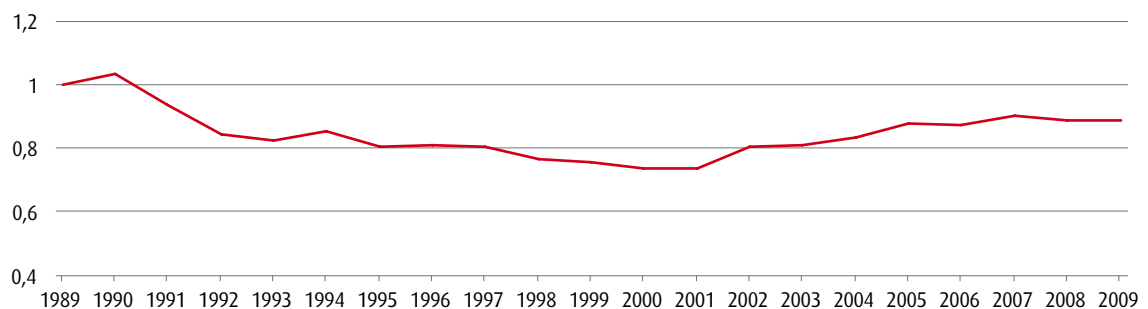
Ces résultats généraux sont cependant à relativiser, car les espèces à forte population ont en effet le même poids dans cette analyse que les espèces rares ou menacées dont les effectifs peuvent être faibles et très localisés. Il est donc nécessaire de distinguer les résultats entre les espèces qui bénéficient de programmes de conservation et les espèces dites « communes » qui n'en bénéficient généralement pas.

Un taux d'espèces menacées supérieur à la moyenne mondiale

L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a publié en 2008 une évaluation de l'état de conservation des espèces d'oiseaux nicheurs en France métropolitaine. 26 % des espèces d'oiseaux nicheurs sont actuellement menacées en France métropolitaine et risquent donc de ne plus s'y reproduire, alors que la proportion mondiale d'oiseaux menacés atteint 12 %.

L'intensification des pratiques agricoles et la régression des prairies naturelles sont responsables du déclin de nombreuses espèces. Les pollutions et la surpêche fragilisent les espèces marines et des rapaces sont encore victimes d'empoisonnements. Le changement climatique déplace l'aire de répartition de nombreux passereaux nicheurs vers le Nord. Cinq espèces ont déjà disparu, ou

Les effectifs des oiseaux nicheurs remontent sans atteindre le niveau des années 1980



Note : 234 espèces nicheuses en France métropolitaine sont évaluées pour cette analyse. Les indices annuels sont calculés à partir des effectifs relevés chaque année et comparés à la valeur de référence en 1989.

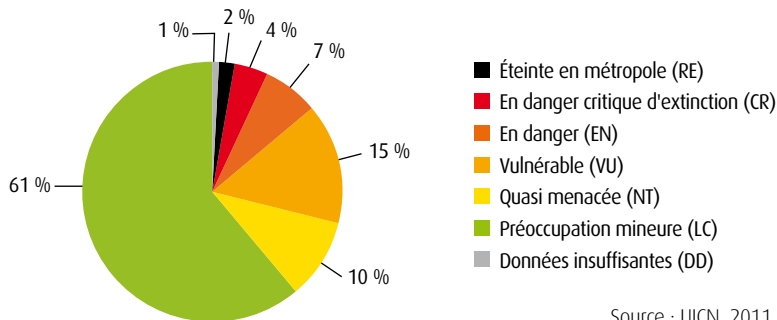
Source : LPO, MNHN, 2011.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ne nichent plus sur le territoire métropolitain (traquet rieur, grande outarde, pluvier guignard, érismaure à tête blanche, sarcelle marbrée), 11 sont en danger critique d'extinction (vautour moine, grue cendrée, pingouin torda...) et 20 sont en danger (flamant rose, cigogne noire, goéland railleur...).

Un quart des espèces d'oiseaux nicheurs menacés en France métropolitaine en 2008



Source : UICN, 2011.

Des mesures de protection ciblées sur les espèces rares et menacées

La directive-cadre européenne 79/409/CEE de 1979, dite directive « Oiseaux » a comme but la protection et la gestion des populations d'oiseaux sauvages et de leurs habitats, notamment par la désignation de Zones de protection spéciales (ZPS). Adoptée en France dès le 2 avril 1979 et mise en place en 1981, cette réglementation a permis la création d'un premier « réseau écologique » européen en tenant compte du mouvement migratoire de l'avifaune. Ces espaces ont par la suite été intégrés dans les sites d'intérêt communautaire du réseau Natura 2000 créé par la directive 92/43/CEE « Habitats-Faune-Flore » de 1992.

Parmi les 88 espèces nicheuses de France visées par la directive (annexe I), 51 disposent d'un jeu de données suffisant depuis 1976. Les effectifs de ces espèces ont globalement diminué jusqu'en 1986 avant de se stabiliser pendant les années 1990. Ils ont depuis largement progressé et affichent une évolution de + 56 % par rapport à 1976.

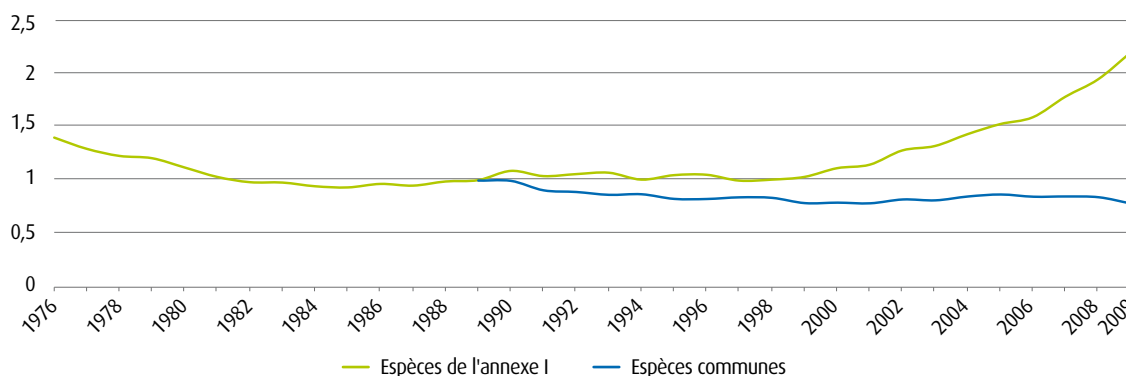
L'essor des espèces rares et menacées reste cependant plus qualitatif que quantitatif et les effectifs de nombreuses espèces restent faibles.

La situation est différente pour les espèces dites « communes » qui ne bénéficient pas de telles mesures de conservation et souffrent de la dégradation de leurs habitats. Leurs effectifs ont globalement diminué de 14 % de 1989 à 2009, ce qui dans leur cas exprime la disparition d'un très grand nombre d'individus. L'analyse des tendances par type de milieu indique un recul de 25 % pour les espèces spécialistes des milieux agricoles (comme le faucon crécerelle et la buse variable), de 21 % pour les espèces des milieux bâtis et de 12 % pour les espèces des habitats forestiers. À l'inverse, les effectifs des espèces généralistes sont en augmentation de 20 % sur la période 1989-2009. Les niveaux atteints restent bas, sensiblement inférieurs à ceux de 1990, et probablement très inférieurs à ceux des années 1970, si on se réfère aux tendances observées au niveau européen. Ces tendances, si elles se confirment, illustrent un phénomène d'homogénéisation de la faune aviaire, les communautés d'oiseaux s'uniformisant vers des compositions d'espèces moins spécialisées. Les mêmes tendances sont observées en Europe. La dégradation ou la perte des habitats, l'intensification et l'homogénéisation des pratiques agricoles demeurent les principales menaces.

Une action conjointe de différents programmes

L'amélioration de l'état des populations des espèces de l'annexe I n'est pas uniquement due à l'impact de la directive « Oiseaux ». Le réseau des ZPS s'est constitué progressivement et n'a été achevé qu'en 2007. D'autres programmes et mesures de protection ont été initiés au niveau européen et national. C'est notamment le cas de la loi relative à la protection des espèces de 1976 qui interdit la destruction directe par tir et la capture des rapaces, des échassiers et de plusieurs limicoles. La cigogne blanche ou les hérons ont directement bénéficié de cette protection. D'autres mesures ont également été mises en œuvre, telles que les programmes européens Life, certaines Réserves naturelles nationales (RNN) et les Plans nationaux d'actions (PNA), (voir encadré).

Évolution des effectifs des oiseaux communs et de ceux inscrits dans l'annexe I de la directive « Oiseaux »



Note : 51 espèces de la directive « Oiseaux » et 68 espèces communes sont prises en compte sans recouvrement entre les deux indices. Indice 1 en 1989, car le programme de suivi des oiseaux communs a débuté cette année-là.

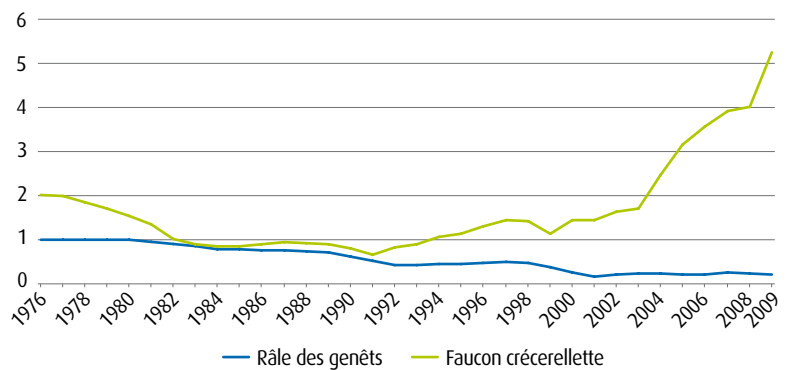
Source : LPO, MNHN, 2011.

La situation des espèces de la directive « Oiseaux » est plus favorable que celle de l'ensemble des oiseaux nicheurs, mais cache des situations très diverses. Près de la moitié de ces espèces a des effectifs en augmentation, contre seulement 27 % pour l'ensemble des espèces nicheuses.

Des situations contrastées selon les espèces

Les mesures de protection et de conservation ont permis d'améliorer la situation pour beaucoup d'espèces et notamment pour les rapaces. Les effectifs du faucon crécerellette ont par exemple largement augmenté ces dernières années. En 1984, seuls deux couples nicheurs subsistaient en France. Par des actions concrètes de réintroduction, d'aménagement de sites pour la reproduction, de suivi par baguages, et par la sensibilisation des acteurs locaux, des résultats positifs ont rapidement pu être observés. Ainsi en 2010, 279 nicheurs se sont reproduits en France. Les résultats sont aussi encourageants pour le faucon pèlerin, le grand duc d'Europe ou encore le vautour fauve. C'est aussi le cas pour de nombreuses

Évolution des effectifs du faucon crécerellette et du rôle des genêts



Note : Les indices annuels sont calculés à partir des effectifs relevés chaque année.

Source : LPO, MNHN, 2011.

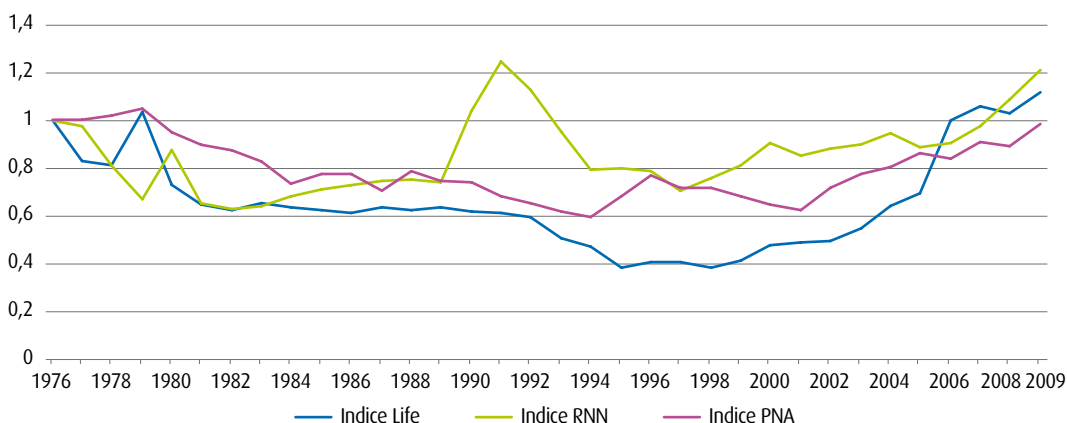
espèces des zones humides comme l'aigrette garzette ou le crabier chevelu, dont les tendances à long terme sont désormais positives.

Des programmes de conservation européens et nationaux

De nombreuses mesures réglementaires et contractuelles existent pour protéger les espèces ou les habitats. Les programmes européens Life, les RNN et les PNA (anciennement Plans nationaux de restauration), contribuent à la conservation des espèces par des actions concrètes de renforcement des populations, de gestion et de protection des habitats, de création de sites de reproduction, etc. Leurs actions pouvant être complémentaires, une même espèce peut bénéficier de plusieurs de ces projets. C'est le cas par exemple du faucon crécerellette qui a bénéficié d'un programme Life de 2005 à 2009 et fait l'objet d'un PNA sur la période 2010-2015, après en avoir déjà bénéficié d'un entre 2002 et 2006.

Après une période de baisse des effectifs jusqu'à la fin des années 1980, la majorité des espèces bénéficiant de ces différents programmes présentent une évolution désormais positive. Les situations sont toutefois différentes selon les espèces et certaines d'entre elles n'ont pas connu d'amélioration malgré les actions engagées, comme par exemple la sterne de Dougall ou le grand tétaras... Le macareux moine dans la réserve des Sept Iles et l'alouette calandre dans la réserve des Coussouls de Crau ont des effectifs extrêmement faibles au niveau national. En préservant les dernières populations métropolitaines, les RNN apparaissent alors comme de véritables sanctuaires pour la reproduction de ces espèces menacées.

Évolution des effectifs d'espèces nicheuses en fonction des actions de conservation dont elles ont bénéficié en France métropolitaine



Note : L'indicateur prend en compte les effectifs de 6 espèces pour le programme Life, 9 sont utilisées pour les RNN et 8 pour les PNA. Aucune de ces espèces ne figure dans plus d'une catégorie pour éviter tout recoupement dans le calcul des indicateurs.

Source : LPO, MNHN, 2011.

Cependant, toutes les espèces de la directive « Oiseaux » ne présentent pas des tendances positives. 17 % sont en déclin, contre un tiers de la population totale de nicheurs. L'outarde canepetière, le butor étoilé ou l'aigle de Bonelli par exemple ont des effectifs faibles et sont toujours menacés. Les effectifs du râle des genêts diminuent ainsi régulièrement depuis 1976 (- 80 %). Les actions engagées dans les PNA et dans les initiatives régionales n'ont pas permis de stopper le déclin de cette espèce. Les surfaces favorablement gérées sont souvent réduites et concentrées à quelques secteurs. Les mesures proposées pour protéger les prairies alluviales et décaler les dates de fauche après le 15 juillet restent contractuelles et reposent sur le volontariat des agriculteurs, ce qui ne semble pas suffisant pour maintenir les populations à une vaste échelle. Son statut défavorable dans la plupart des pays d'Europe ne permet pas d'envisager un rapide rétablissement des populations.

Si la situation d'une majorité d'espèces nicheuses rares ou menacées s'améliore, les pressions sur les écosystèmes restent importantes et particulièrement dans les milieux agricoles. Les espèces inféodées à ces espaces, qu'elles soient rares ou communes, présentent bien souvent des effectifs en forte baisse sur l'ensemble du territoire. ●

Méthodologie

Le travail de synthèse des données et la production des indices ont été réalisés par la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) et le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) avec l'appui financier du ministère en charge de l'Écologie.

Les indices de chaque espèce ont été calculés à partir des moyennes arithmétiques des effectifs nationaux sans pondération. Les indices agrégés représentent les moyennes arithmétiques des indices calculés pour chaque espèce.

Les espèces introduites ou les nicheuses irrégulières ne sont pas prises en compte. Les espèces pour lesquelles les données manquantes sont trop nombreuses sur la période étudiée ont été exclues des analyses.

Ces résultats reposent sur les données issues du travail coordonné de nombreux ornithologues professionnels ou bénévoles des associations et organismes qui agissent pour l'étude et la conservation de la nature en France. Ce travail alimente régulièrement les bases de données gérées, dans le cas présent, par la LPO et le MNHN. Les données utilisées pour créer les indicateurs sont principalement issues de trois bases de données nationales :

- **L'Observatoire de l'avifaune de France (OAF)** qui recueille les observations sur plus de 104 espèces nicheuses de France métropolitaine. Il est centralisé par la LPO et alimenté par son réseau associatif.

- **Les oiseaux hivernants en zones humides** qui, dans le cadre du programme « Wetlands International », font l'objet d'une campagne annuelle depuis 1967. 79 espèces bénéficient de suivis suffisamment réguliers et exhaustifs pour permettre la création d'indicateurs de tendances annuelles. Cette base de données est centralisée par la LPO.
- **Le programme Stoc** a été initié en 1989 par le Centre de recherches sur la biologie des populations d'oiseaux (CRBPO) du Muséum national d'histoire naturelle. Il étudie les variations dans le temps et dans l'espace des effectifs des populations d'oiseaux communs à l'échelle de la France à l'aide de nombreux observateurs professionnels et amateurs.

An improving situation for most protected birds, but not for the common species

Birds use a wide variety of natural habitats and are affected directly by disruption to ecosystems. For a large number of species, head counts declined throughout the 20th century; more than one-quarter of the species nesting in metropolitan France are currently considered to be threatened. From the latter part of the 1980s, the numbers of some species benefiting from conservation or protective measures have improved. Conversely, a large number of so-called 'common' species are still in decline. ●

Pour en savoir plus :

- LPO, MNHN, MEDDTL, 2011. *Statut de conservation de l'avifaune en France métropolitaine. Indicateurs thématiques et tendances nationales.*
- Site internet de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) : www.lpo.fr
- Site internet dédié au programme Stoc du Centre de recherches sur la biologie des populations d'oiseaux (CRBPO) : <http://vigienature.mnhn.fr/page/oiseaux>
- Site internet sur les inventaires internationaux des oiseaux dans les zones humides : <http://www.wetlands.org/Whatwedo/Biodiversitywaterbirds/tabid/176/Default.aspx>
- Site internet du comité français de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) : <http://www.uicn.fr>

Guillaume Malfait, SOEs en collaboration avec la LPO.

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergies et climat
Prévention des risques
Développement durable
Infrastructures, transports et mer

Présent pour l'avenir

le point sur

Commissariat général au développement durable

Service de l'observation et des statistiques

Tour Voltaire
92055 La Défense cedex
Tél. : (33/0) 1 40 81 13 15
Fax : (33/0) 1 40 81 13 30

Directeur de la publication : Sylvain Moreau
Rédactrice en chef : Anne Bottin
Coordination éditoriale : Corinne Boitard

Conception et réalisation : FROMATIQUES ÉDITIONS
Impression : Bialec, Nancy (France), utilisant du papier issu de forêts durablement gérées.

ISSN : 2100-1634
Dépôt légal : octobre 2011